



elle va passer par ici...

Projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses

Réponse à la consultation publique du 11 juin au 13 juillet 2010





SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. ANALYSE DU PROJET DE DECISION	3
2.1. ARTICLE 2 [DEFINITIONS] :	3
2.2. ARTICLE 3 [TAILLE DE LA ZONE ARRIERE DU POINT DE MUTUALISATION] :	3
2.3. ARTICLE 4 [ACCESSIBILITE DU POINT DE MUTUALISATION] :	4
2.4. ARTICLE 5 [MAILLE DE MISE EN COHERENCE DES DEPLOIEMENTS] :	4
2.5. ARTICLE 6 [PRINCIPE D'OBLIGATION D'ACCES PASSIF AU POINT DE MUTUALISATION] :	4
2.6. ARTICLE 7 [OBLIGATION D'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENTS PASSIFS OU ACTIFS] :	4
2.7. ARTICLE 8 [FORMES DE L'ACCES]	5
2.8. ARTICLE 9 [MODALITES TARIFAIRES]	5

1. Préambule

COVAGE comprend que ce projet de décision doit permettre de définir les règles génériques de déploiement d'une ligne de communication électronique sur les zones moins denses.

Nous regrettons toutefois que ces règles ne prennent pas plus en compte les spécificités liées aux réseaux d'initiative publique notamment vis-à-vis de l'obligation de n'intervenir que sur le marché de gros.

2. Analyse du projet de décision

2.1. Article 2 [Définitions] :

Incohérence entre la notion d'opérateur d'immeuble « *toute personne chargée de l'établissement ou de la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti* » et la fonction de l'opérateur tel qu'elle est présentée à l'article 3 : « *il déploie vers les logements, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements* »

Afin de clarifier la notion d'opérateur d'immeubles sur les zones moins denses notamment au regard de l'article 3 du projet de décision, nous proposons d'introduire la définition d'opérateur de distribution d'immeubles.

« L'opérateur de distribution d'immeubles » est l'opérateur qui a la charge de construire et de maintenir le point de mutualisation pour l'ensemble des opérateurs cofinanceurs ou pour lui-même si aucun opérateur n'a souhaité cofinancer.

2.2. Article 3 [taille de la zone arrière du point de mutualisation] :

Afin d'éviter un gel des déploiements suite à la déclaration de la zone arrière du point de mutualisation, il convient de définir un délai maximum de déploiement vers les logements. Ce délai ne devra pas dépasser les 18 mois et devra être justifié au-delà de 6 mois notamment au regard des éléments suivants :

- Le délai des études liées à la convention d'accès au génie civil de France Télécom,
- Les délais de désaturation du génie civil de France Télécom,
- Les délais d'obtention des autorisations administratives pour les cas de réalisation de génie civil lorsque les fourreaux de France Télécom ne sont pas disponibles,
- Les délais liés aux études de résistance des supports aériens.

Une fois le réseau horizontal déployé sur la zone arrière du point de mutualisation, l'opérateur d'immeubles de distribution doit pouvoir mettre à disposition des opérateurs d'immeubles un accès au point de mutualisation sous un délai raisonnable de 1 mois.

2.3. Article 4 [accessibilité du point de mutualisation] :

Le point de mutualisation doit pouvoir être placé en priorité à proximité des réseaux d'initiative publique (RIP) existants. Si aucun réseau d'initiative publique n'est présent alors il devra être placé à proximité du segment de transport du réseau du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom ou de toutes autres infrastructures disponibles.

Le positionnement du point de mutualisation à proximité d'un réseau d'initiative publique est intéressant au regard des critères suivants :

- La plupart des RIP raccordent déjà la majorité des Nœud de Raccordement d'Abonnés (NRA) de France Télécom afin de favoriser leur dégroupage par les opérateurs alternatifs et à ce titre proposent déjà aux opérateurs nationaux des liaisons optiques entre ces NRA et leurs réseaux nationaux,
- Des réserves de capacité « fourreaux » ont été mises en place afin de prendre en compte les évolutions futures, notamment le déploiement de réseaux FTTx. Ces fourreaux sont équivalents à ceux du segment de transport de France Télécom,
- L'obligation légale de proposer des offres raisonnables, neutres, transparentes et non discriminatoires à l'ensemble des opérateurs.

2.4. Article 5 [maille de mise en cohérence des déploiements] :

L'opérateur d'immeubles de distribution devra valider la cohérence de ses déploiements avec les Schémas Directeurs d' Aménagement Numérique porté par les régions ou les départements.

2.5. Article 6 [principe d'obligation d'accès passif au point de mutualisation] :

COVAGE est d'accord avec la proposition de rédaction de l'article.

2.6. Article 7 [obligation d'hébergement d'équipements passifs ou actifs] :

L'obligation de proposer des offres d'hébergement d'équipement actif au point de mutualisation est soutenue par COVAGE.

En effet dans une optique de neutralité technologique il convient de laisser la possibilité aux opérateurs de mettre en place des équipements actifs afin de faire du point à point activé au point de mutualisation au lieu de faire du point à point passif jusqu'à des centraux optiques de grande capacité.

Cette solution permet également de réduire les cas de saturation des fourreaux existants grâce à la possibilité de faire du point à point activé et non plus passif.

2.7. Article 8 [formes de l'accès]

L'obligation de proposer aux opérateurs une offre d'accès garantissant à tout moment un droit d'usage pérenne équivalent à celui de l'opérateur d'immeubles de distribution doit pouvoir se faire sous forme d'IRU de plaque. Une plaque pouvant rassembler plusieurs points de mutualisation.

2.8. Article 9 [modalités tarifaires]

COVAGE est d'accord avec les principes définis dans le premier paragraphe, à savoir « *les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent être raisonnables et respecter les principes de non discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.* »

Néanmoins les conditions tarifaires de l'accès ne doivent pas être établies point de mutualisation par point de mutualisation. Ces conditions tarifaires doivent correspondre à une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées au niveau d'un regroupement de points de mutualisation formant un ensemble cohérent.

Dans le cas de déploiement de solution FTTH sur un réseau d'initiative publique, il est important de pouvoir travailler sur un coût moyen équitable pour l'ensemble des lignes d'un regroupement de points de mutualisation correspondant à l'emprise géographique de la collectivité (par exemple au niveau d'une commune ou d'une agglomération).

Cette solution permet d'apporter une attractivité identique pour les opérateurs commerciaux sur l'ensemble du territoire et permet d'éviter la venue des opérateurs uniquement sur les points de mutualisation les plus rentables, constituant ainsi le principe de solidarité numérique entre les zones.